La prise d'armes rennaise de juin 1675 : une révolte civique ?

The armed rising in Rennes in June 1675: a civic rebellion?

Gauthier Aubert

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2133>

DOI : 10.4000/abpo.2133

ISBN : 978-2-7535-1841-4

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2011

Pagination : 35-45

ISBN : 978-2-7535-1839-1

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Gauthier Aubert, « La prise d'armes rennaise de juin 1675 : une révolte civique ? », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 118-4 | 2011, mis en ligne le 30 décembre 2013, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2133> ; DOI : 10.4000/abpo.2133

La prise d'armes rennaise de juin 1675 : une révolte civique ?

Gauthier AUBERT

Maître de conférences en histoire moderne
Université de Rennes 2 Haute-Bretagne – CERHIO, UMR CNRS 6258

À lire un de leurs principaux historiens, A. Corvisier, les milices bourgeoises auraient connu leur « chant du cygne » avec la Fronde¹. À Rennes, qui n'a pas vraiment connu la Fronde, et à s'en tenir à cette grille de lecture « décliniste » qui mériterait d'ailleurs peut-être une réévaluation, le « chant du cygne » est probablement à aller chercher une vingtaine d'années plus tard, avec la révolte du Papier timbré. Capitale provinciale marquée par la présence sans rival d'un parlement, Rennes est alors une agglomération d'une taille importante à l'échelle du royaume (autour de 45 000 habitants²) qui n'a cependant ni garnison, ni citadelle, ni château pouvant servir ponctuellement et efficacement d'appui à des troupes extérieures. Aussi, les forces de l'ordre sont-elles d'abord composées de la milice bourgeoise, qui, avec théoriquement quelques milliers hommes³, constitue le gros d'une troupe qui compte aussi une quinzaine d'archers et, de manière cependant non permanente, une vingtaine de gardes qui accompagnent le gouverneur de Bretagne, le duc de Chaulnes, et ceux, moins nombreux, qui font partie

1. CORVISIER, André, *Armées et sociétés en Europe de 1494 à 1789*, Paris, Presses universitaires de France, 1976, p. 41 et « Milices bourgeoises », dans : BÉLY, Lucien (dir.), *Dictionnaire de l'Ancien Régime*, Paris, Presses universitaires de France, 1996, p. 833.

2. CROIX, Alain, *La Bretagne au XVI^e et XVII^e siècles. La vie, la mort, la foi*, Paris, Maloine, 1981, p. 146.

3. On ne dispose pas de liste précise permettant de connaître l'effectif global exact et théorique de la milice rennaise. À partir d'une liste établie pour une cinquantaine (compagnie) sans doute vers 1649 (Arch. mun. de Rennes, EE 152), on peut estimer le nombre de personnes concernées entre 2 000 et 3 000, chiffre crédible dans la mesure où il correspond à peu près à ceux connus pour Bordeaux en 1675, ville de taille alors comparable (COSTE, Laurent, « Les milices bourgeoises en France », dans POUSSOU, Jean-Pierre (dir.), *Les Sociétés urbaines au XVII^e siècle, Angleterre, France, Espagne*, Paris, Presses universitaires de Paris-Sorbonne, 2007, p. 180). Notons toutefois qu'il est probable que les effectifs aient été fluctuants, en fonction de la nature et de la gravité des événements (RANUM, Orest, *La Fronde*, Paris, Le Seuil, 1995, p. 258-259).

de la suite du marquis de Lavardin, lieutenant général lui aussi épisodiquement présent.

D'avril à juillet 1675 la ville connaît une série de quatre épisodes séditeux – à s'en tenir aux secousses principales – restés célèbres sous le nom de « révolte du papier timbré ». La première, en avril, et la dernière, en juillet, sont clairement antifiscales. La seconde, également en avril, est sans doute antifiscale et peut-être surtout antiprotestante. Reste la troisième, en juin, dont la nature antifiscale est le plus souvent mise en avant⁴, ce qui, à relire le dossier, ne m'a pas paru évident. C'est sur cet épisode précis que je souhaiterais ici revenir. En effet, il m'a semblé que, si le rejet de l'impôt nouveau était sans doute toujours présent, ce n'était pas là le seul motif qui a conduit des centaines, voire des milliers d'hommes à prendre les armes et à défier l'autorité du duc de Chaulnes, et que nous étions ici d'abord, paradoxalement, face à une révolte civique impliquant au premier chef les compagnies miliciennes⁵. De là m'est apparu que ce qui s'était joué à Rennes en juin 1675 était une prise d'armes pouvant témoigner d'un désir de résister à l'exclusion croissante de pans entiers de la société urbaine des cercles décisionnels, autrement dit, que les / des gens avaient alors pris les armes comme une manière de refuser la dépolitisation qui les guettait inexorablement du fait des évolutions sociopolitiques⁶.

4. Voir par exemple GARLAN, Yvon et NIÈRES, Claude, *Les Révoltes bretonnes de 1675. Papier timbré et Bonnets rouges*, Paris, Éditions sociales, 1975, p. 69-74.

5. Le lien entre participation à la milice et engagement civique a été à de maintes reprises souligné par les historiens travaillant sur la ville comme corps politique; voir en particulier (et de manière non exhaustive) : DESCIMON, Robert, « Solidarité communautaire et sociabilité armée : les compagnies de la milice bourgeoise à Paris (XVI^e-XVII^e siècles) », dans : THÉLAMON, Françoise (dir.), *Sociabilité, pouvoirs et société*, Rouen, Presses universitaires de Rouen, 1985, p. 599-609 et « Milice bourgeoise et identité citadine à Paris au temps de la Ligue », *Annales ESC*, 1993, p. 885-906; CHEVALIER, Bernard, *Les bonnes Villes de France du XIV^e au XVI^e siècle*, Paris, Aubier, 1988, p. 118-123; SAUPIN, Guy, « La milice bourgeoise? Relais politique fondamental dans la ville française d'Ancien Régime. Réflexions à partir de l'exemple de Nantes », dans DUMONS, Bruno et ZELLER, Olivier (dir.), *Gouverner la ville en Europe du Moyen Âge au XX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 2006, p. 73-89; COSTE, Laurent, « Les milices bourgeoises... », art. cit., p. 175-188.

6. Je dois ici reconnaître ma dette envers Georges Provost, qui m'a mis sous les yeux un document exceptionnel narrant les festivités urbaines de juillet 1675 participant d'une « religion civique » qu'il connaît bien (voir en particulier son étude : « Le Vœu de Bonne-Nouvelle à Rennes (1632-1794) : une religion civique? », *Bulletin et mémoires de la Société archéologique et historique d'Ille-et-Vilaine*, 2004, t. CVIII, p. 65-86), ainsi qu'aux analystes qui ont tenté de décrypter les émeutes des banlieues de 2005 en explorant l'idée – d'ailleurs débattue – selon laquelle ces événements pouvaient s'articuler avec une démarche de politisation de la part de gens situés en marge de « l'espace public » (voir notamment l'étude de KOKOREFF, Michel, *Sociologie des émeutes*, Paris, Payot, 2008). Je tiens par ailleurs à dire que l'observation attentive des étudiants de Rennes 2, « mouvement » après « mouvement », a beaucoup alimenté ma réflexion sur les phénomènes dits de « mobilisations » (sur ce point, voir l'étude de GEAY, Bertrand (dir.), *La Protestation étudiante. Le mouvement du printemps 2006*, Paris, Raisons d'agir, 2009).

Un peu de chronologie

Au début du mois de juin, l'ordre règne à Rennes, et Chaulnes, arrivé quelques semaines peu plus tôt en Bretagne, en est suffisamment convaincu pour l'écrire à Colbert le 15 mai et pour ordonner, le 18, le rétablissement des bureaux des taxes pillés en avril⁷. Les geôles rennaises abritent cinq prisonniers, et huit autres supposés rebelles sont recherchés⁸. Depuis le 8 mai, les compagnies de la milice montent chaque jour et à tour de rôle la garde à l'hôtel de ville⁹. Deux choses sont ici à noter. La première est que, du corps de ville au parlement, les notables sont unanimes pour rejeter la faute sur « la lie du peuple », ces masses non intégrées à la cité mais pourtant agrégées à la ville, et qui vivent principalement dans les faubourgs et dans la basse ville. À cet égard, il est extrêmement révélateur de voir que Lavardin, après hésitation, a finalement accepté que le papegault soit tiré début mai, conformément à la tradition¹⁰ : en autorisant cette fête urbaine armée, virile et sans doute peu sobre, réservée aux personnes bien intégrées, Lavardin disait aux bourgeois sa confiance en eux et son acceptation de leur thèse selon laquelle c'étaient bien « les gens sans aveux et inconnus » qui étaient les responsables des troubles. L'autre point remarquable à relever est que le tour de garde à l'hôtel de ville ne concerne que les douze compagnies de la haute ville et exclut celles de la basse ville et des faubourgs, réputées peu sûres¹¹.

C'est dans ce contexte que la ville connaît un nouvel embrasement le 8 juin, dont la cause immédiate est aussi évidente que classique : l'entrée de troupes réglées dans la ville¹². Se dirigeant vers l'hôtel de ville pour y prendre leur quartier, ces trois compagnies (soit une centaine d'hommes) se heurtent verbalement au refus de la compagnie milicienne de garde qui refuse de céder la place. Il ne semble pas que les soldats – malgré une attitude apparemment provocante – voulaient alors prendre l'hôtel de ville pour signifier aux bourgeois un quelconque message politique ; il semble en revanche plutôt que le choix de s'installer à l'hôtel de ville s'expliquait par des raisons

7. Sauf indication contraire, l'étude repose sur les documents publiés par LEMOINE, Jean « La révolte dite du papier timbré ou des bonnets rouges en Bretagne en 1675 », *Annales de Bretagne*, 1897, t. XII, p. 317-359 et 523-550, 1898, t. XIII, p. 180-259, 347-409, 524-559, 1898-99, t. XIV, p. 109-140, 189-223, 438-471.

8. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1 Bf 806.

9. Sur ce point, voir la *Relation* du procureur Morel : AUBERT, Gauthier et FLAHAUT, Marie-Laure, « Rennes de la révolte du Papier timbré à la veille de la Révolution à travers deux chroniques inédites », *Bulletin et mémoires de la Société archéologique et historique d'Ille-et-Vilaine*, 2009, t. CXIII, p. 119.

10. D'après le témoignage de Cormier de la Courneuve ; Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1 F 1637, f° 2.

11. AUBERT, Gauthier et FLAHAUT, Marie-Laure, « Rennes de la révolte du Papier timbré... », art. cit., p. 120. Même phénomène d'exclusion des « mécaniques » observée à Bordeaux à l'occasion des exécutions publiques (RANUM, Orest, *La Fronde...*, op. cit., p. 259).

12. Sur la peur du soldat comme cause des prises d'armes, voir par exemple PILLORGET, René, *Les mouvements insurrectionnels de Provence entre 1596 et 1715*, Paris, E. Pédone, 1975, p. 265 sq.

pratiques : situé légèrement en hauteur contre une tour et à proximité d'une porte, à une centaine de mètres du palais épiscopal où le duc de Chaulnes résidait, l'hôtel de ville pouvait tenir lieu de citadelle de substitution, ou, au moins, offrait une disposition qui s'en approchait plus ou moins. Reste que pour les Rennais, il y a bien là un geste insultant – qui rappelle les événements aixois de janvier 1649¹³ – : la foule s'assemble, des pierres sont lancées par des enfants sur la troupe, les insultes fusent, et l'officier milicien de garde maintient son refus de laisser la place. C'est l'intervention du duc de Chaulnes qui permet de ramener le calme, obtenu au prix d'une première concession puisque les soldats sont envoyés loger un peu plus loin dans la ville et que l'hôtel de ville est laissé aux mains des miliciens.

Après une soirée agitée, le 9 juin connaît une authentique prise d'armes en particulier dans les faubourgs. Il faut dire que si ceux-ci sont unanimement vus comme le repère par excellence des personnes les plus misérables, ils sont néanmoins aussi organisés en compagnies miliciennes, dans lesquelles on trouve les habitants les plus intégrés du lieu. En réponse, Chaulnes mobilise les compagnies de la haute ville, réputées plus sûres mais doit renvoyer les soldats le 10, « honteusement », note un observateur. Le 11, la situation semble se calmer, mais le 12, Chaulnes constate encore des gardes intempestives sur des barrières faubourgeoises ; le 13, lors de la Fête-Dieu, le duc perçoit du « repentir » dans l'attitude des Rennais. Le 15 et le 16, quelques roulements de tambours sont entendus dans les faubourgs, suivis de quelques reprises d'armes, mais le 19, Chaulnes annonce à Colbert le retour au calme. Le 20, il rassemble tous les capitaines cinquanteniers et demande à ceux qui ont pris les armes sans ordre de les déposer et de cesser les gardes sauvages, ce qu'ils acceptent. Dès lors, on en revient au dispositif de sécurité décidé début mai, reposant sur les seules compagnies de la haute ville se relayant à l'hôtel de ville, dispositif qui ne sera désactivé qu'en octobre.

À tout cela, il faut ajouter quelques événements capitaux mais difficiles à situer avec précision dans le temps, qui ont eu lieu entre le 9 et le 12 juin. Il s'agit en premier lieu de l'ouverture des portes de la prison, et de celles d'un magasin d'armes. Sans évoquer ici l'épineuse question des responsabilités, retenons qu'il s'agit là de capitulations particulièrement humiliantes pour les autorités, qui viennent s'ajouter au renvoi peu glorieux des soldats. Ajoutons enfin une spectaculaire tentative d'intimider Chaulnes – et peut-être de le tuer – en venant jusque dans la cour de son hôtel, dans lequel celui-ci semble avoir été assiégé plusieurs jours sans pouvoir sortir.

De la révolte à la fête civique

Pour tenter de comprendre ce qui s'est alors passé, il importe sans doute de dépasser l'écran de fumée constitué par notre principal informa-

13. *Ibidem*, p. 589-591 : la présence de troupes aperçues dans le beffroi de l'hôtel de ville est à l'origine de l'émeute.

teur, le duc de Chaulnes, qui, au gré de lettres quasi quotidiennes adressées au pouvoir royal, a cherché à rejeter la faute de tout cela sur le parlement et a, consciemment ou non, insisté sur une grille de lecture antifiscaliste de ces événements. Sa présentation des choses paraît peu convaincante à double titre, si on se rappelle que le duc était politiquement en sursis – et avait donc tout intérêt à désigner les parlementaires comme responsables – et que les bureaux des taxes rétablis en mai n'ont pas été menacés en juin¹⁴.

Il ne s'agit certes pas d'évacuer totalement la dimension fiscale du soulèvement dépeint par Chaulnes comme « un si grand orage ». La preuve pourrait en être que le 20 juin, le duc aurait obtenu des capitaines le retour au calme en échange de la promesse d'une surséance des taxes jusqu'à la prochaine tenue des états provinciaux. L'affaire, avouons-le, n'est pas très claire, les témoignages imparfaitement concordants, et, du reste, l'interprétation pas si simple qu'il y paraît : les capitaines acceptent-ils de se soumettre à l'autorité du duc car ils se réjouissent de voir les impôts remis en cause, ou bien – ce qui n'est d'ailleurs pas contradictoire – sont-ils rassurés par une mesure qui peut aider à ramener la populace au calme ? En bref, ces personnages sociologiquement *relativement* divers¹⁵, réagissent-ils en contribuables outrés, ou bien en bourgeois inquiets et capitaines soucieux du maintien de l'ordre ?

Reste que l'argument fiscal à lui seul ne rend pas compte de la prise d'armes. L'inquiétude, en juin, se polarise tout d'abord sur le sort des prisonniers faits en mai. En effet, l'entrée des troupes le 8 juin a probablement agi comme le signal que le temps des supplices était proche. Certes, les Rennais, et encore moins les plus modestes, n'ont pas lu l'ordre du roi indiquant qu'il fallait diriger des troupes vers la capitale bretonne pour prêter main forte à la justice et contribuer à la punition des rebelles, mais malgré cela, ils savaient probablement bien ce que cette arrivée martiale signifiait. Or, non seulement on sait qu'il y eut alors un assaut de la prison suffisamment violent pour conduire au seul mort connu de cet épisode séditieux, mais à cela il faut ajouter que les tentatives pour libérer ou faire libérer ses camarades en usant de la force physique, ou de la pression physique, ne sont pas rares, à Rennes comme ailleurs¹⁶. Il est par ailleurs très probable que cette inquiétude quant au sort des prisonniers ait été surtout forte dans la partie inférieure de la société, là où les détenus – tous gens fort modestes semble-t-il – pouvaient avoir amis, parents, collègues et voisins. Le seul mort connu occasionné par l'attaque de la prison était

14. Je me permets de renvoyer à l'essai de déconstruction du discours de Chaulnes que j'ai exposé dans « Parlement et maintien de l'ordre : Rennes, 1662-1675 », dans AUBERT, Gauthier et CHALINE, Olivier (dir.), *Les Parlements de Louis XIV. Opposition, coopération, autonomisation ?*, Rennes, PUR/Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne, 2010, p. 227-239.

15. Parmi eux, on compte des officiers de justice comme des aubergistes, les premiers plutôt dans la haute ville, les seconds plutôt dans les faubourgs.

16. AUBERT, Gauthier, « Parlement et maintien de l'ordre... », art. cit. ; PILLORGET, René, *Les mouvements insurrectionnels...*, op. cit., p. 282-284.

d'ailleurs un faubourgeois sans état connu, qu'on devine avoir été du côté des assaillants¹⁷, décrits par un observateur comme étant « le peuple et les bouchers et boulangers¹⁸ ».

Si pour les uns l'entrée des troupes dans la ville pouvait être source d'inquiétude, pour les autres – et de fait une partie des mêmes –, elle était tout bonnement scandaleuse. En premier lieu, la nouvelle semble s'être répandue selon laquelle la ville aurait offert 3 000 livres à Chaulnes pour empêcher l'arrivée des troupes et, ce faisant, sauver (en le rachetant) un privilège de la ville, réputée libre de garnison. Au-delà, il est clair que le fait que la troupe ait cherché à relever la compagnie de garde a été perçu comme une provocation, sans doute d'autant plus douloureusement ressentie que l'année précédente, la milice de Rennes avait fourni un fort contingent au roi pour aller protéger les côtes menacées par les Hollandais. De plus, la ville venait de recevoir, le 6 juin précisément, un important stock d'armes tirées d'un « magasin royal », demandé à l'issue de l'émotion du 18 avril¹⁹. Indice de cette fierté milicienne confinant à l'orgueil, les bourgeois qui refusèrent de céder la place aux soldats le 8 juin le firent en affirmant, d'après un témoin, « estre capable de la garde²⁰ ». Ce que Chaulnes nomme alors une sédition est en fait plutôt une mobilisation civique doublée d'une tentative visant à libérer des prisonniers sur fond de mécontentement fiscal, les trois dimensions s'interpénétrant.

Il est ici à noter que ce sont bien au premier chef les faubourgs qui se sont mobilisés contre les soldats alors que leurs compagnies ont été d'emblée exclues des tours de gardes à l'hôtel de ville. On en voit ainsi venir à l'hôtel de ville dès le 8 juin pour proposer leurs services et on les voit également sans ordre supérieur, mais non sans méthode, mettre en place un dispositif de défense de la ville, en occupant tours et portes, y compris après le départ des troupes, car on craint qu'elles ne reviennent plus nombreuses pour se venger. Une sorte de surchauffe civique se fait alors sentir, dont pourrait témoigner aussi le fait que ce sont les habitants qui auraient obligé leurs capitaines à se soulever et à marcher²¹, indiquant par là que la milice était pour les habitants un cadre d'action évident. Relevons également le fait qu'un observateur signale qu'on monte les gardes avec vigueur et rigueur, et que les contrevenants sont taxés par leurs voisins. Si elle était vraie, la mention serait particulièrement intéressante car elle montrerait le profond légalisme des bourgeois en armes qui ne font que reprendre à

17. Arch. mun. de Rennes, Toussaints, GG 31, f° 90 : acte de sépulture de Robert Gasnier.

18. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1 F 1637, f° 5.

19. Arch. mun. de Rennes, BB 561, Reg. délib., f° 36.

20. Bibl. Rennes, ms 338, f° 197.

21. D'après le témoignage peu clair de Morel, ainsi que d'après les actes de condamnation que lui et Cormier rapportent (AUBERT, Gauthier et FLAHAUT, Marie-Laure, « Rennes de la révolte du Papier timbré... », art. cit., p. 121, 143, 153; Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1 F 1637, f° 12). Ces documents ne permettent pas toujours de savoir avec certitude à quel épisode séditieux les condamnations renvoient.

leur compte une mesure décidée début mai lors de la mise en place très officielle des gardes sous l'autorité du duc de Chaulnes²².

Tout en gardant les compagnies pour cadre, cette mobilisation se déplace dès lors que la menace d'un retour des soldats semble s'éloigner, pour déboucher sur un authentique cycle festo-civique²³. Il faut, pour bien le comprendre, souligner que la ville connaît alors des pluies inquiétantes, ce qui conduit les bénédictins de l'antique abbaye Saint Melaine à organiser des dévotions autour des reliques de saint Amand, premier évêque de Rennes. Aussitôt les pluies cessent, et commence alors un grand élan d'action de grâce dans lequel les compagnies de la milice jouent le premier rôle. Celles-ci, pendant plusieurs jours, à tour de rôle le jour de leur garde, vont à Saint Melaine en armes, y offrent un *ex-voto*, puis ressortent et tirent enfin une mâle décharge de mousqueterie en l'air²⁴. Il est bien entendu tentant, même si aucune source ne l'indique explicitement, de voir là aussi la célébration de la fin de cette autre calamité qu'est le départ des troupes²⁵. Il est clair enfin qu'une véritable émulation se fait jour, chaque compagnie rivalisant pour offrir le plus bel *ex-voto*, et on notera que le plus beau sans doute a été donné par la compagnie de la rue réputée la plus turbulente, celle du faubourg connu sous le nom de rue de Saint-Malo, exclue des tours de garde. Ce cycle festif et civique culmine le 14 juillet par une procession générale associée aux cérémonies entourant le *Te Deum* chanté pour la prise de Limbourg²⁶. Sans Chaulnes – parti s'occuper des Bonnets rouges en Basse Bretagne –, mais derrière le parlement en robe rouge, et dans un esprit de loyauté envers le roi dont la gloire armée est célébrée, la communauté urbaine apparaît ressoudée et un moment, Rennes a repris des airs de « bonne ville ». L'heure était bien à l'union et au pardon, comme l'avait déjà montré, dès le 20 juin, le fait que les capitaines de la haute ville avaient demandé à Chaulnes la clémence pour leurs confrères.

Cet élan civico-religieux est certainement d'autant plus ressenti comme une nécessité que la ville a connu des divisions qu'il importe de tenter de dépasser et d'oublier. Chaulnes, ainsi, a cherché, non sans succès, à jouer les bons bourgeois de la haute ville contre les autres. Immédiatement après l'arrivée des soldats, les premiers ont d'ailleurs refusé, à la grande satisfaction du duc, l'aide des faubourgeois venus à la rescousse. Dans les heures

22. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1 F 1637, f° 4.

23. Voir surtout le *Mémoire pour servir à l'histoire de l'abbaye Saint Melaine* (BnF, ms fr. 22 537, transcription G. Provost), à compléter par les allusions de Duchemin, Morel et Toudoux (ISBLED, Bruno, *Moi, Claude Bordeaux... Journal d'un bourgeois de Rennes au XVII^e siècle* Rennes, Apogée, 1992, p. 174; AUBERT, Gauthier, et FLAHAUT, Marie-Laure, « Rennes de la révolte du Papier timbré... », art. cit., p. 124-126; Bibl. Rennes, ms 338, f° 197-198).

24. La pratique semble bien attestée : en 1664, le registre de ville signale que, à l'occasion du mariage du fils du gouverneur de la ville de Coëtlogon, les compagnies défilèrent, puis « feront leur salut et decharge » (Arch. mun. de Rennes, BB 550, f° 64).

25. Notons qu'en 1664, les mêmes dévotions, également à l'occasion d'intempéries, ne semblent pas avoir donné lieu à des mouvements particuliers de la part de la milice.

26. Bibl. Rennes, ms 338, f° 198; ISBLED, Bruno, *Moi, Claude Bordeaux...*, op. cit., p. 173.

qui ont suivi, il est à peu près certain que des gens de la haute ville ont au moins aidé à défendre la prison, la seule victime ayant été tuée par un marchand demeurant non loin du parlement. Quant à l'exfiltration piteuse des soldats le 10 juin, elle a semble-t-il été menée sous l'autorité de deux capitaines de la haute ville qui, du coup, auraient été destitués par leurs hommes²⁷, indice que, au sein même de cette partie de la ville, les choses étaient complexes, du fait d'une diversité sociologique toujours forte²⁸. D'ailleurs, parmi les hommes exécutés dans les mois qui suivront, il y aura un marchand fripier des quartiers hauts, jugé coupable d'être entré armé de son épée et de son fusil – armes du milicien – dans la cour de la résidence de Chaulnes et d'avoir voulu tué celui-ci²⁹. D'après le récit de Cormier de la Courneuve, de plus, le 11 juin, les/des faubourgeois auraient envisagé des actions violentes contre certains notables « qu'ils croyoient qu'ils les trahissoient³⁰ ». Ce que cherche à gommer l'élan collectif de juillet, ce sont donc les profondes lignes de fractures qui parcourent la ville et traversent la milice bourgeoise elle-même, entre compagnies selon qu'elles relèvent de la haute ville ou non, et au sein des compagnies mêmes, entre miliciens. Tout cela, d'ailleurs, ne va pas tarder à réapparaître de manière aussi inattendue que spectaculaire : dès le 17 juillet, et alors que les dévotions miliciennes se poursuivent à Saint Melaine, l'attaque surprise des bureaux du papier timbré vient tout remettre en cause.

Des enjeux plus profonds? Autour de la dépolitisation

Plus profondément, tout laisse penser que les manifestations armées de juin expriment un désir d'unité à une époque où celle-ci est de plus en plus une fiction en raison de la grande mutation du paysage élitair urbain : l'officiariation des bourgeois, qui crée d'autres horizons privilégiés que ceux qu'offre traditionnellement la cité. Dans cette ville où le commerce n'offre pas de perspectives extraordinaires, le choix des offices de justice était particulièrement tentant. La milice bourgeoise fait dès lors fonction de force centripète à une époque où les offices agissent comme forces centrifuges sur la société urbaine. Parallèlement, il est très probable qu'ici comme ailleurs les cercles décisionnels de la ville ait été marqués par un processus d'oligarchisation³¹, que l'on devine à travers la mutation du terme servant à désigner les personnes composant le corps de ville. Ces

27. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1 F 1637, f° 5.

28. Si les élites privilégiaient la haute ville, ils n'avaient pas pour autant le monopole d'un espace qui, du coup, se caractérisait par de très forts contrastes sociaux.

29. AUBERT, Gauthier et FLAHAUT, Marie-Laure, « Rennes de la révolte du Papier timbré... », art. cit., p. 140.

30. Arch. dép. d'Ille-et-Vilaine, 1 F 1637, f° 5.

31. Dont rend cependant imparfaitement compte la sociographie fondée sur les professions déclarées dans les registres de ville (AUBERT, Gauthier, « Robe seconde et pouvoir municipal à Rennes », dans SAUPIN, Guy (dir.), *Histoire sociale du politique. Les villes de l'Ouest atlantique français à l'époque moderne (XVI^e-XVIII^e siècles)*, Rennes, PUR, 2010, p. 115-130).

derniers sont en effet de moins en moins qualifiés de « bourgeois » – terme entretenant une confusion avec l'ensemble des bons habitants – et de plus en plus sont dits « échevins », exprimant ainsi l'idée qu'il existe au-dessus des bourgeois une catégorie spéciale dotée de privilèges particuliers en raison de services dûment rendus à la cité (et par là au roi)³².

En touchant au privilège de se défendre, en touchant à la dignité de la milice, et le faisant de surcroît dans un lieu – l'hôtel de ville – symboliquement fort, le duc de Chaulnes avait mis involontairement le doigt sur un point sensible. En effet, pour bien des petits commerçants et plus encore des artisans, exclus de l'office comme de la réalité du pouvoir municipal, la milice restait le lieu par excellence qui attestait de l'existence d'une communauté civique. Des gens modestes pouvaient y cohabiter avec des notables, d'autant que jusqu'au milieu du XVII^e siècle, des parlementaires pouvaient s'y trouver, même si c'était en situation de commandement³³. Des gens moyens vivant dans les quartiers les moins centraux, pouvaient y devenir capitaines, et, par là, égaux, le temps d'un feu de joie ou d'une entrée, des avocats de sang bleu de la haute ville. En outre, la constitution municipale réservait systématiquement trois places dans le corps de ville aux capitaines miliciens, et une place était toujours réservée au capitaine d'un des faubourgs³⁴. Et quand des questions touchant la milice étaient à l'ordre du jour, tous les capitaines (ou d'ailleurs un de leurs adjoints) pouvaient venir siéger à l'hôtel de ville. Certes, tout cela était pour partie fictif et chacun savait bien qu'un capitaine de faubourg, surtout quand il était aubergiste de son état, n'était pas l'égal de tel avocat ancien procureur syndic capitaine d'une rue centrale, mais le lien n'était pas coupé et le prestige qui pouvait rejaillir sur ses voisins de rue n'était certainement pas négligeable. La milice, comme la paroisse, et plus qu'elle peut-être, était le lieu où pouvait se jouer une notabilisation de quartier, au même titre que peut le faire de nos jours l'engagement associatif.

Ainsi, comme souvent, la révolte a révélé d'autres préoccupations, d'autres angoisses que celles qui l'ont fait naître. En juin 1675, la détestation de la nouveauté fiscale se trouve un moment dépassée par d'autres enjeux réveillés par l'entrée des troupes qui, venues pour rétablir l'ordre, ont engendré un surcroît de désordres. Qualifiés ceux-ci ainsi ne rend

32. Les bourgeois/échevins le deviennent au terme d'un *cursus honorum* consistant à occuper plusieurs fonctions comptables dans les paroisses puis les hôpitaux, puis à gérer les deniers publics en devenant miseur. Le premier registre de délibération de la ville désignant les anciens miseurs comme « échevins » (et non plus comme « bourgeois ») à l'occasion de la grande assemblée municipale du mois de janvier est celui de 1679 (Arch. mun. de Rennes, BB 564, fol. 1), mais les deux termes sont utilisés avant (cf. par exemple le rôle de la taxe pour les pauvres de 1629, Arch. mun. de Rennes, 1035).

33. AUBERT, Gauthier, « Devenir officier dans la milice bourgeoise de Rennes sous l'Ancien Régime », dans : BIANCHI, Serge et DUPUY, Roger (dir.), *La garde nationale entre nation et peuple en armes*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006, p. 59-71.

34. D'après un dépouillement des registres de ville pour les années 1661-1675. Notons qu'en 1663 est également nommé parmi un capitaine de la basse ville (Arch. mun. de Rennes, BB 548-561).

cependant pas vraiment compte des intentions de ceux qui prirent alors les armes, et cherchaient par là à maintenir un ordre à eux familier, dans lequel ils avaient trouvé un équilibre qui les satisfaisait bon an mal an. Leur prise d'armes, dans sa complexité sociologique, dit également quelque chose d'une certaine forme d'autonomie de jugement et d'action. À côté de ce qui paraît correspondre à une « culture de la rétribution³⁵ », se fait jour d'une part une opposition aux aspects les plus lourds de la justice royale et d'autre part, s'exprime un désir de voir maintenue la société urbaine en harmonie autour de son beffroi. La prise d'armes exprima alors, pour les gens suffisamment intégrés pour participer à la milice, mais trop modestes pour espérer mieux, qui se trouvaient ce faisant en quelque sorte au bord d'une fracture sociopolitique de plus en plus béante, un refus d'une dépolitisation (entendue comme l'exclusion des sphères de décision), refus se déclinant sur le plan judiciaire et sur le plan municipal. Au-delà, on peut émettre l'hypothèse que la frange – aux contours évidemment flous – de la société constituée par les petits commerçants et les artisans, sociologiquement situés entre les élites urbaines *stricto sensu* et les migrants plus ou moins miséreux, constituait un terreau particulièrement favorable dans le cas présent car, pour eux, l'entrée des soldats signifiait tant la mort annoncée de gens peu ou prou connus qu'une insulte à leur dignité citoyenne, soit deux raisons de s'émouvoir.

De son côté, c'est bien parce qu'il concevait que la chose publique devait être gérée par des gens sages et sérieux, entre notables, que le duc de Chaulnes déclara l'épisode clôt le 20 juin en enjoignant aux miliciens de cesser les gardes intempestives « tant par l'inutilité de cette précaution que pour donner lieu aux artisans de vaquer à leur travail », renvoyant ainsi ces derniers à leur strict état de *laboratores*, effrayé qu'il avait été de les avoir vu se muer durant quelques jours en Cincinnatus aussi « yvrognes et fripons³⁶ » qu'incontrôlables.

35. Au sens de « punition », et tel que défini par BEK, William, *Urban Protest in Seventeenth Century: the Culture of Retribution*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, et précisé par le même en français dans « La participation politique du menu peuple dans la France moderne », dans BARBICHE, Bernard, POUSSOU, Jean-Pierre et TALLON, Alain (dir.), *Pouvoirs, contestations et comportements dans l'Europe moderne. Mélanges en l'honneur du professeur Yves-Marie Bercé*, Paris, Presses universitaires de Paris-Sorbonne, 2005, p. 43-59.

36. L'expression, de lui, n'est pas sans rappeler le « yvrongnes et séditieux » employée par Dubuisson-Aubenay pour qualifier les gens de la basse ville qu'il vit se révolter lors de son passage à Rennes en 1636 en compagnie de « l'intendant » d'Etampes-Valençay (CROIX, Alain [dir.], *La Bretagne d'après l'Itinéraire de monsieur Dubuisson-Aubenay*, Rennes, PUR/Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne, 2006, p. 126).

RÉSUMÉ

Pour les historiens, la chose est de longue date entendue : la révolte rennaise de 1675, dite « du papier timbré », est fondamentalement de nature antifiscale. Pourtant, la résistance à l'impôt nouveau le résume pas l'ensemble de cette affaire, ce que montre en particulier la prise d'armes de juin 1675, troisième des quatre embrasements que connaît la capitale bretonne cette année là. Née de l'entrée des troupes royales dans la ville, la prise d'armes de juin 1675, qui se prolonge avec des manifestations autour des reliques du premier évêque de Rennes, est en fait moins dirigée contre l'impôt qu'elle n'est une manifestation civique impliquant au premier chef les milices bourgeoises. Expression d'un désir de voir l'unité urbaine maintenue, elle apparaît comme une forme de résistance à la dépolitisation de la part des laissés pour compte de l'oligarchisation du pouvoir municipal.

ABSTRACT

Historians tend to view the revolt that took place in Rennes in 1675, the so-called "révolte du papier timbré" (the "stamped paper rising") as being fundamentally anti-fiscal in nature. However, this is only partially true, as is shown by the armed rising of June 1675 (the third of four such up-risings in the capital of Brittany that year) which was a direct consequence of the arrival of royal troops in the city, and continued with demonstrations surrounding the relics of the first bishop of Rennes. The revolt was actually less a reaction against taxation than a popular rising in which the bourgeois militia played an important role. It appears as a form of resistance to depoliticization by those excluded from the "oligarchization" of municipal power, and the expression of the desire to maintain urban unity.